Olivia Grégoire, ex co-dirigeante d’une agence produisant des faux articles de presse au service de Macron

écrit par Christine Tasin | 4 juillet 2022

Olivia Grégoire, porte- parole du gouvernement, aurait dirigé auparavant une agence payée par Macron pour écrire de faux articles dans la presse subventionnée à la louange de tout ce qui nous surveille, de tout ce qui brime nos libertés.

C’est ce qu’affirme Mediapart, sur la foi du témoignage d’un de ces anciens “fabricants de fake news”. On se souviendra en passant que Macron, à peine élu, lançait la lutte contre les “fake news” tandis qu’il payait la Grégoire pour en fabriquer et en inonder la presse, histoire de faire passer sa politique dictatoriale menant droit au Crédit social à la Chinoise…

> *Une enquête de Mediapart raconte l’une des plus grandes entreprises de manipulation de l’information intervenue en France ces dernières années. Plusieurs sites participatifs, dont Le Club de Mediapart, en ont été victimes. #AvisaPartners https://t.co/RQQ7igoed2*

— Mediapart (@Mediapart) June 27, 2022

L'exemple donné dans l'article ci-dessous est le compteur Linky. On imagine ce que cela a dû être sur le Covid, le vaxxin, la politique internationale de Macron….Des dizaines d'articles signés par de prétendus scientifiques pour enfumer le pékin moyen ! Et on comprend l'importance de Linky dans l'instauration de la dictature. Il permet en effet de surveiller à distance vos consommations d'électricité et… de vous contraindre à les réduire. Pompili ne disait-elle pas il y a peu que si les incitations à moins consommer de l'électricité n'étaient pas suivies d'effet, ils n'hésiteraient pas à limiter les possibilités électriques de certains foyers ?

Olivia Grégoire, porte parole du gouvernement et ex codirigeante d'une agence produisant des faux articles de presse

C'est une bombe quasiment passée inaperçue.

Et pourtant, comme souvent Médiapart révèle une information qui confirme les méthodes louches des proches d'Emmanuel Macron.

Médiapart n'a pas agi seul, l'origine de la révélation, on la doit à Julien Fomenta Rosat. Son nom ne vous dit rien et pourtant il a produit un nombre impressionnant d'articles pour divers médias. Mais de manière officielle, il fut engagé pendant plusieurs années par un cabinet travaillant à la fois pour des grandes entreprises privées mais aussi des institutions publiques. Le but: faire écrire des faux articles pour satisfaire des lobbyistes ou favoriser l'activité de riches entrepreneurs.

Un scandale dans le monde de l'information

Ce sont des centaines de productions qui se sont retrouvées dans des dizaines de pages de médias subventionnés ou des blogs alternatifs. On y trouve de grands noms comme Les Echos, Huffington Post, Contrepoints mais aussi Médiapart floué comme les autres. Le journal, par l'intermédiaire d'un avocat, va « *d'étudier toutes les suites judiciaires pour faire sanctionner des pratiques qui corrompent le débat public, en violant ses règles éthiques et démocratiques* ».

Un système bien rôdé

La pratique était de diffuser sur des blogs hébergés par la presse en ligne des articles favorables à ses clients sous des identités fictives. C'est ce que raconte Julien Fomenta Rosat au journal Fakir, créé en 1999 par le député d'extrême gauche François Ruffin. D'abord diffusé en Picardie, il connaît un essor national 10 ans plus tard.

Le journaliste a un cas de conscience lorsqu'on lui demande un article orienté contre François Ruffin. Il contacte alors la rédaction du journal Fakir pour leur expliquer les méthodes du cabinet pour lequel il évolue et dont il ne sait rien, même pas le nom. Il leur explique les sujets de prédilection sur lesquels il doit se faire passer pour un journaliste objectif. On y retrouve de de l'actualité politique internationale, santé, nouvelles technologies. Certains étaient privilégiés comme l'information sur le compteur Linky. Le témoignage de l'employé fait froid dans le dos:

« *On me commande des dizaines et des dizaines d'articles sur les nombreux atouts de Linky, les travaux scientifiques qui attestent de son innocuité et le respect des données collectées. Florilège de titres : « Quand l'idéologie se bat (et s'incline) contre la science » (24heuresactu.com). « L'incompréhensible campagne de dénigrement du compteur Linky » (Planetebusiness.com). Ou encore : « Au Canada, l'expérience réussie des compteurs communicants » (Lasantepublique.fr). Parfois, le ton est plus*

direct : « Linky : le refus des particuliers et des communes est illégal » (Juriguide.com). Sur Contrepoints, mon article intitulé « Le compteur Linky mérite-t-il d'être aussi craint ? » déclenche une avalanche de réponses, tout comme ma tribune sur Agoravox.fr : « Linky : non, M. Lhomme, nous ne paierons pas pour vos coups de sang. »

Bref, de faux articles diffusés par des médias nationaux, quasiment une arnaque.

Entreprise de communication codirigée pendant 2 ans par Olivia Grégoire, porte parole du gouvernement

Olivia Grégoire est celle que vous entendez sur toutes les chaînes TV depuis quelques jours. Elle a pour rôle de défendre bec et ongle les actions du gouvernement. Elle a intégré la Macronie en 2017 en devenant députée de Paris. Auparavant, en libérale, elle avait collaboré avec Jean Pierre Raffarin et Xavier Bertrand en 2009.

En 2013, elle rejoint le cabinet conseil en communication appelé I Strat, devenu Avisa Partners, le même cabinet qui a roulé plusieurs organes de presse dans la farine.

On repassera pour la crédibilité de la nouvelle porte parole. Illustration de l'environnement et de la méthode Macron. Servir les copains et de préférence les plus fortunés et influents.

Le miroir du Nord, 2022. Dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine

https://lemiroirdunord.fr/2022/06/29/olivia-gregoire-porte-parole-du-gouvernement-et-ex-codirigeante-dune-agence-produisant-des-faux-articles-de-presse/